

Grèce : La BCE spéculé sur les États européens fragilisés par la crise

Communiqué du Parti Communiste Français



Au sortir de la grande récession qu'ils ont contribué eux-mêmes à provoquer, les banques et les acteurs des marchés financiers, y compris les fonds spéculatifs, repus des centaines de milliards d'euros injectés et par la BCE et par les États européens, spéculent désormais sur les risques d'effondrement de l'endettement public des pays dont les finances sont les plus vulnérables et violemment attaquées.

La Grèce est aujourd'hui sous le feu, de même que l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, le Portugal. Et, pour justifier un durcissement brutal des politiques d'austérité, on évoque **la menace d'une intervention du FMI, toujours voué, avec D. Strauss-Khan (PS) aux commandes, à servir le dollar-roi et imposer des cures carabinées aux peuples.**

Au nom du soutien de l'Union européenne aux pays en difficulté et à l'euro, on veut justifier **la politique réactionnaire des dirigeants des États, de droite et sociaux-libéraux**, rivalisant d'efforts pour faire payer aux peuples la note de la crise et des soutiens publics aux banques : Recul de l'âge de départ à la retraite, casse des services publics, diminution du nombre de fonctionnaires, privatisations....

Les banques et les fonds de placements reprennent toutes leurs pratiques détestables en relançant massivement la spéculation sur tous les titres financiers, au lieu d'être au service de la croissance réelle et de l'emploi face au chômage accru.

En outre, devant les risques sur le dollar avec l'endettement public énorme des États-Unis, les financiers américains contribuent à attaquer l'euro.

Cependant, la BCE, au lieu de refinancer autrement les banques pour un nouveau crédit à taux d'intérêt d'autant plus abaissé qu'il servirait à des investissements programmant plus d'emplois et de formations, mais relevé pour les spéculateurs, continue à vouloir saigner les travailleurs européens au nom de l'« euro fort » pour la finance spéculative.

Ça suffit ! Elle doit servir les peuples européens et non, sous prétexte des dogmes de l'« euro fort », les sacrifier sur l'autel des profits financiers. Cela concerne non seulement un nouveau crédit, mais aussi l'annulation du pacte de stabilité et la contribution de la BCE au financement des services publics par la prise de titres d'endettement public affectés à cette tâche.

Le PCF appelle au développement des luttes contre les politiques d'austérité et les

gestions dominées par la baisse des coûts salariaux. C'est la finance qu'il faut faire payer, ce sont les coûts en capital qu'il faut faire reculer. La création monétaire de la BCE, l'argent du crédit, des fonds publics et des profits doit servir à sécuriser et promouvoir toutes les capacités humaines européennes.

Tout de suite, ici en France, joignons nos efforts à ceux des travailleurs grecs, espagnols, portugais, irlandais, allemands... protestant contre l'austérité sociale renforcée, en développant les luttes pour l'emploi, les salaires, les services publics, la démocratie, les libertés.

Tout de suite, saisissons nous des élections prochaines pour imposer, en votant pour le Front de gauche, la création de Fonds publics régionaux ouverts à l'intervention des salariés et des citoyens pour commencer à réorienter le crédit des banques. Cela donnera plus de force pour viser, à l'échelle du pays, l'institution d'un pôle financier public en perspective d'une réorientation radicale de la BCE et d'un tout autre FMI avec la création d'une monnaie commune mondiale alternative au dollar pour un co-développement des peuples.

15/02/2010
Yves Dimicoli